

THÈMES & DÉBATS

Le développement soutenable et ses critiques

Vers une transition sociale et écologique ?

2^e édition

Fabrice FLIPO

Philosophe des sciences et techniques,
professeur de philosophie à l'Institut
Mines-Télécom BS et à Télécom SudParis,
chercheur au Laboratoire du Changement Social
et Politique (Université Paris Cité)



Retrouvez toute la collection

THÈMES & DÉBATS

sur notre site

librairie.studyrama.com

Mise en page : Loïc Pennanéac'h
Corrections : Marie-Noëlle Garnier

© Bréal, décembre 2025.
Toute reproduction, même partielle, interdite.
ISBN : 978-2-7495-5743-4

Sommaire

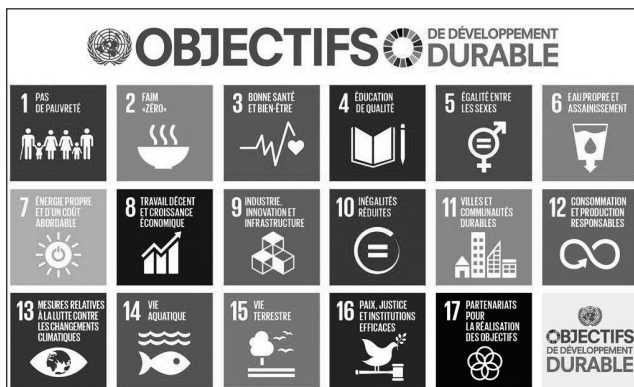
Introduction – Pourquoi et comment enseigner les enjeux de DDRS ?	5
Chapitre 1 – Une planète aux prises avec le développement durable	13
Chapitre 2 – Qu'est-ce que le développement soutenable ?	21
De Stockholm 1972 à 2022, en passant par Rio 1992.	
Un concept issu de la géopolitique	22
Le Sommet de Stockholm sur l'environnement humain (5-6 juin 1972)	23
La CMED et le rapport Brundtland (1987)	27
Le Sommet de Rio sur l'environnement et le développement (3 au 14 juin 1992), dit « Sommet de la Terre » (Earth Summit)	29
Le Sommet de Johannesburg sur le développement durable (26 août-4 septembre 2002)	32
Le Sommet de Rio (20-22 juin 2012)	33
Les objectifs de développement durable (ODD) et le droit international	36
Les repères centraux	38
Un compromis diplomatique recouvrant des enjeux controversés	38
Un enjeu qui se distingue de la RSE, tout en la rejoignant	42
Les concepts clés : les besoins, les trois piliers, l'interdépendance, l'équité	45
Critique du développement (durable ou non)	47
Chapitre 3 – L'enjeu des choix techniques	54
Définitions développementistes de la technique	55
Troubles dans l'ordre rationnel de la technique : hype, lock-in, domination et indétermination de l'avenir	58
La décision (technique) risquée en univers (public) controversé	66
Le risque, entre prévention et précaution	66
Les « nouveaux risques »	68
Chapitre 4 – L'économie ou le système des besoins	71
Economy – les repères normatifs de « l'action économique »	71
Economics – l'économie néoclassique	75
Laisser faire l'économie, maître-mot du libéralisme	77
Les écoles hétérodoxes	80

Chapitre 5 – Du social à la social-démocratie	82
Le paupérisme, résultat de la quête de richesse	82
Le socialisme, ou la production organisée	85
Du « social » au « sociétal »	89
Chapitre 6 – La « crise écologique » et ceux qui s'en soucient	95
L'écologie comme science	95
Les enjeux écologiques – l'Anthropocène et les « limites planétaires »	99
Ceux qui s'en soucient : les écologistes	102
La « croissance/économie verte » et ses ennemis	106
« L'Économie du donut » ou espace écologique	108
Chapitre 7 – Trois récits de l'avenir, trois conceptions de l'innovation ...	111
Raconter l'avenir : le possible, le compossible, l'imaginable et les récits	111
Les ressorts du changement social et politique (« l'innovation »)	114
Scénario 1 : la dématérialisation par la croissance verte	118
Scénario 2 : « l'autre développement »	121
Scénario 3 : la décroissance, voulue ou subie, progressive ou brutale, émancipatrice ou conservatrice	126
Chapitre 8 – Se boussoler dans les controverses.	
Du bon usage de l'expertise	131
Chapitre 9 – Le cas de la France	137
Enjeux économiques	137
Une question sociale toujours tendue, après cent cinquante ans de développement	145
Une empreinte écologique trop élevée pour que le modèle français soit celui des Terriens	155
Scénarios	166
Chapitre 10 – Le développement durable : compétences et dispositifs pédagogiques. Faire sens	167
Éléments de bibliographie	173

Introduction

Pourquoi et comment enseigner les enjeux de DDRS ?

Concept dévoyé, oxymore ou espérance, « avenir commun » de l'Humanité ? Le « développement durable », issu de la diplomatie, utilisé pour justifier les actions les plus opposées, n'a jamais été aussi controversé, à tel point que certaines institutions elles-mêmes l'ont abandonné au profit d'autres dénominations recouvrant pourtant les mêmes thématiques, telle la « transition écologique et sociale » (TES) en France. Changer de nom permet-il de renouveler la problématique ? Peut-être sur le plan rhétorique, mais pas sur le fond. La TES est une expression franco-française. Ce débat sémantique est ancien. Dès les années 1970, des experts ont évoqué un « écodéveloppement »¹. Pour autant, à l'échelle internationale, le développement durable continue d'être le repère accepté, au travers des 17 Objectifs de développement durable (ODD) élaborés dans le cadre de l'Organisation des Nations unies (ONU). Et c'est bien à cette échelle-là que l'enjeu doit être situé. Parler de transition écologique n'aurait guère de sens si les 70 millions de Français étaient seuls sur la planète.

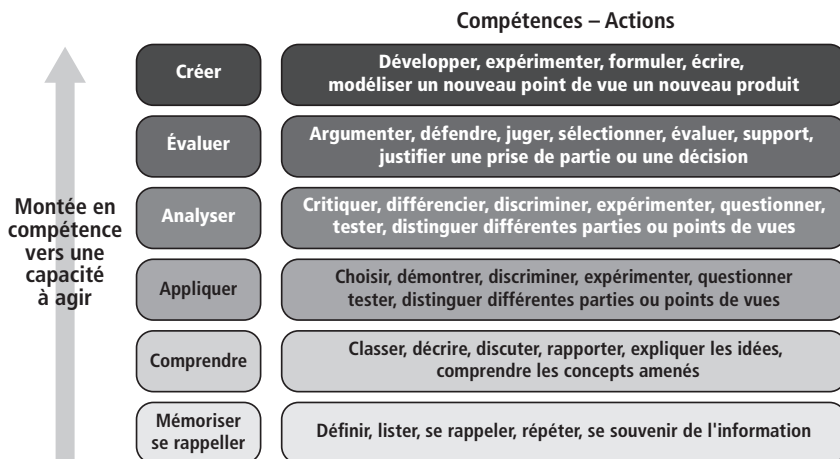


Source : ONU, <https://sustainabledevelopment.un.org/>

¹ The *Cocoyoc Declaration* adopted by the participants in the UNEP/UNCTAD Symposium on "Patterns of Resource Use, Environment and Development Strategies" held at Cocoyoc, Mexico, from 8 to 12 October 1974. A/C.2/292.

Développement de quoi ? Pour qui ? Durabilité ou soutenabilité de quoi ? Amorcer une transition de quoi vers quoi ? Répondre à ces questions n'est pas aisé, tant elles renvoient à une compréhension profonde des enjeux de notre temps. Les éléments de cadrage apportés par cet ouvrage dérivent de deux sources. La première puise dans les travaux de l'auteur, qui eux-mêmes se nourrissent de nombreux champs de recherche. La seconde vient des enseignements donnés depuis une vingtaine d'années dans deux grandes écoles publiques de l'Essonne, dépendantes du ministère de l'Industrie, Institut Mines-Télécom BS (management) et Télécom SudParis (ingénieurs), autrefois regroupées dans l'Institut National des Télécommunications (INT). Ce sont environ 4 000 jeunes issus des filières scientifiques qui ont été formés, et à peu près autant venant de formations économiques ou littéraires. C'est un panel que l'on peut juger assez représentatif, surtout si l'on ajoute que l'école de management comporte 40 à 60 % de boursiers, et ne correspond donc pas aux stéréotypes véhiculés par ce type d'établissement. Élaborer un cours, c'est connaître une matière mais aussi un public. Et celui-ci n'évolue qu'assez lentement, qu'on le regrette ou qu'on se réjouisse. Il y a vingt ans, parler de « développement durable » c'était être un altermondialiste. Aujourd'hui c'est être source d'écoanxiété auprès de publics qui ont l'impression d'en avoir trop entendu parler. Mais les niveaux de connaissance et de compétence sont malheureusement assez similaires, à rebours de cette idée trop répandue qui considère que les jeunes seraient mieux informés. Pour qui serait tenté de les en blâmer, rappelons cependant que c'est sur les épaules des adultes en responsabilité que pèse la charge la plus importante, et non sur les jeunes qui s'apprêtent à hériter de la situation, comme ils le peuvent. Ce livre apporte donc ces grands repères qui manquent. Le filtre opéré est tel que des étudiants de niveau L3 (âgés de 20 ans environ) peuvent saisir tout ce qu'il contient, même si comprendre ne signifie pas retenir et encore moins savoir remobiliser dans une situation concrète, comme le rappelle la taxonomie de Bloom. Les M1 et M2 seront plus à l'aise, tandis que les L1 et L2 resteront nettement en-deçà, en moyenne.

Taxinomie de Bloom



Le livre comporte neuf chapitres. Le premier s'intéresse à quelques rapports remis par différents pays au Conseil économique et social (ECOSOC) de l'Organisation des Nations unies (ONU), qui gère le suivi des Objectifs de développement durable (ODD). Le petit tour du monde qu'ils nous offrent permet déjà de cerner plusieurs aspects clés de la problématique. Elle cherche à lier le local (des pays) au global (de la planète), le court terme de la décision au long terme de leurs implications, anticiper les interdépendances, économiques, écologiques ou sociales, dans un souci d'équité et de justice. Le développement durable est un concept diplomatique, issu de négociations entre États, lesquels cherchent aussi à protéger leurs intérêts et se montrer dans ces rapports sous l'angle le plus favorable. Leur lecture montre également que le développement ne se confond ni avec la croissance économique, même si elle en est une composante, ni avec le progrès, puisque les États-Unis, l'un des pays les plus développés au monde, sont assez éloignés de l'atteinte des ODD. À l'inverse le Bouthan, fort peu développé, est assez bien placé sur de nombreux indicateurs.

Les huit chapitres suivants peuvent être compris comme pouvant chacun donner lieu à au moins un cours. Ils recouvrent en quelque sorte la matière minimale qui devrait être connue, pour pouvoir commencer à se repérer dans les enjeux de développement durable. Le chapitre 2 commence par poser le cadre général. Il commence par l'histoire courte

du développement durable, qui arrive aux 17 Objectifs de Développement Durable (ODD), en passant par les sommets de Stockholm (1972), Rio (1992, 2012) et de Johannesburg (2002). Il en vient ensuite aux concepts clés : les besoins, l'économie, l'écologie, « le social », l'interdépendance, l'équité ou encore la justice. La formule est controversée, mais se veut formellement consensuelle, puisqu'elle exprime un compromis. C'est ce que rend particulièrement sensible le tableau de qualification des situations controversées, qui objective pas moins de 13 raisons (ou « paramètres », dans le langage des ingénieurs) distinctes de controverse. La RSE, qui remonte au XIX^e siècle, est désormais largement influencée par l'agenda du développement durable. Enfin, le chapitre 2 se place dans le temps long, sur plusieurs siècles. Le développement durable a toujours fait l'objet de critiques, dont nous rappelons la teneur. L'une d'entre elles est la traduction du mot anglais *sustainable* : « durable » est bel et bien une forme atténuée de « soutenable », terme choisi par les Canadiens dans leur traduction du rapport Brundtland². Songeons en effet à son contraire : l'insoutenable. Il n'en reste pas moins que la traduction onusienne est « durable » et non « soutenable », et que le concept de *sustainable* en anglais ne comporte pas réellement les connotations que l'on vient d'évoquer en français. Problème sémantique, donc, tout autant que politique et diplomatique. Dans cet ouvrage nous avons choisi de suivre le vocabulaire employé dans les institutions, tout en mettant en lumière les enjeux qu'elles recouvrent, ce qui justifie d'utiliser le concept de « soutenabilité » ou « d'insoutenabilité » quand il s'agit d'un qualificatif ou plus généralement d'un passage argumentatif, et non descriptif. Il s'agit donc d'une lecture critique.

Une bonne partie des débats autour du développement durable ou soutenable tourne autour des choix techniques dans un univers où la prise de décision est risquée, et controversée. Le chapitre 3 clarifie ces enjeux. Quatre définitions de la technique sont possibles : comme action rationnelle par rapport à une fin, comme science appliquée, comme moyen neutre par rapport à une diversité de fins possibles et comme moyen de l'émancipation. Il s'avère pourtant que les choix techniques sont aussi irrationnels, comme le montrent les phénomènes de *hype* autour de telle ou telle technique (tel le numérique), touchant autant les bulles financières que certaines

2 Commission mondiale sur l'environnement et le développement, *Notre avenir à tous* (Montréal : Éditions du Fleuve, 1988), https://fr.wikisource.org/wiki/Notre_avenir_%C3%A0_tous_-_Rapport_Brundtland.

utopies socialistes. Les techniques contraignent également les fins, comme le montre la dépendance à l'automobile (*lock-in*). Elles peuvent donc être aliénantes, et pas seulement émancipatrices. À rebours des histoires des techniques qui les présentent comme les produits d'une efficacité croissante, l'enjeu d'un développement soutenable prend acte des « nouveaux risques » qu'elles provoquent, comportant irréversibilités, faibles doses, effet de seuil et complexité. De là l'importance du principe de précaution, consacré dans la Déclaration de Rio en 1992.

Les trois chapitres suivants abordent à tour de rôle chacun des trois « piliers » du développement durable. Nous commençons par l'économie. Comprendre les enjeux dans ce domaine exige de s'intéresser tout d'abord à l'économie au sens d'une activité pratique, que l'anglais appelle *economy*. Elle implique des opérations qui sont tout spécialement mises en avant dans les théories du développement : échange, avantages comparatifs, division du travail, gains de productivité, etc. L'anglais appelle *economics* l'économie comme science. Les auteurs classiques, Marx et Schumpeter inclus, ont brossé aux XIX^e et XX^e siècles un tableau détaillé qui n'a guère varié jusqu'à ce jour dans ses principes. Activité fortement valorisée par le développement, l'économie est la science et la pratique de la croissance. L'école dominante, dite « néoclassique », en donne une vision très particulière. Pour elle, les agents sont informés et rationnels, et choisissent en toute liberté. Le marché est autorégulateur, au travers du jeu des prix et des quantités. Cette attribution des responsabilités entretient une connivence latérale avec le libéralisme, qui ajoute au marché l'état de droit et le gouvernement représentatif. L'économie hétérodoxe montre au contraire que les acteurs économiques sont très inégalement libres, et que ce fait dépend avant tout des institutions. Pour elle, les prix et les quantités ne sont qu'un facteur parmi de nombreux autres, nullement spontanés et donc modifiables. Cette seconde école ou groupe d'écoles est critique de l'auto-régulation mais elle n'est pas forcément incompatible avec le libéralisme, même économique.

Le social est un second pilier du développement soutenable, objet du chapitre suivant. Deux définitions sont disponibles : soit le social désigne les valeurs qui fondent une société et justifient son organisation, soit les désaccords existant autour de la répartition des biens, au sens le plus général de ce qui est désiré – et c'est ce sens qui domine lorsqu'il est question de « conflit social » ou de « sécurité sociale ». Le social recouvre ce que l'économie néoclassique appelle « l'équité » et qu'elle délaisse volontiers en

la considérant comme politique ou relevant d'autres sciences humaines (philosophie, sociologie ou sciences politiques), estimant qu'elle ne doit s'occuper que de « l'efficacité économique », c'est-à-dire de l'augmentation de la richesse en masse agrégée, peu importe la répartition. D'autres écoles considèrent au contraire qu'il n'y a pas d'augmentation de richesse qui ne soit dans le même temps un changement dans la répartition. Ces écoles dites « hétérodoxes » entretiennent une connivence latérale avec le socialisme et plus généralement avec une organisation de l'économie par d'autres méthodes que le laisser-faire libéral. Comme toutes les sciences, l'économie est donc controversée et contestée dès sa naissance. Au XIX^e siècle, d'ailleurs, les socialistes et autres réformateurs sociaux s'opposent volontiers aux libéraux qu'ils regroupent fréquemment sous le terme générique d'« économistes »³ : ceux qui cherchent à augmenter la richesse sans se soucier de sa répartition.

Ayant abordé les deux premiers piliers, nous sommes armés pour nous saisir du troisième : l'écologie. Celle-ci est d'abord une science, dont les spécialistes sont des écologues. Ses principaux concepts sont la biocénose, le biome, la biosphère ou encore le biotope. L'influence des activités humaines sur la biosphère est aujourd'hui plus grande que jamais, au point qu'un comité de géologues tout spécialement dépêché a suggéré d'appeler notre époque industrielle l'Anthropocène. Les implications de cet agir humain ne paraissent ni mesurées ni prises au sérieux dans la décision, raison pour laquelle les écologues tirent régulièrement la sonnette d'alarme. Ceux qui tentent de se saisir de cet état de fait pour l'intégrer dans un projet politique sont les écologistes. Leur critique vise la croissance économique, dans la mesure où les formes dominantes de développement estiment qu'une économie est saine quand elle est en croissance stable et durable, à l'infini. C'était la thèse très influente de l'économiste étatsunien Walter Rostow⁴, mais aussi celle du théoricien français de la planification socialiste Charles Bettelheim⁵ ; tous deux ayant conseillé de nombreux pays en développement. Le débat se polarise donc autour de la croissance verte, à tous

3 Pierre Leroux, *Malthus et les économistes, ou Y aura-t-il toujours des pauvres ?* (Paris : Gustave Sandré, 1849).

4 Walt W. Rostow, *Les étapes de la croissance – un manifeste non-communiste* (1960) (Paris : Seuil, 1962).

5 Charles Bettelheim, *Problèmes théoriques et pratiques de planification* (Paris : Maspéro, 1966) ; Charles Bettelheim, *Révolution culturelle et organisation industrielle en Chine* (Paris : Maspéro, 1973).

les niveaux de gouvernance, des relations internationales aux arbitrages au niveau territorial : quelle croissance ? De quelles richesses : « vertes » ou « brunes » ? Une décroissance ?

Si l'avenir n'est pas forcément au développement sans limites, où allons-nous, alors ? Le chapitre 7 montre que, contrairement à ce que nous avons tendance à penser, notre imagination est fortement contrainte par notre situation. Bifurquer semble difficile. Pourtant le passé nous montre que l'avenir est rarement le résultat de l'actualisation sans heurts des trajectoires en cours. Explorer d'autres avenir suppose de se décentrer, comme le propose la prospective. Mais la raison et l'analyse ne suffisent pas, car l'émotion est à la base de toute action collective. La difficulté est rencontrée par toutes les formes d'innovation, et plus généralement de changement social et politique. Automobile et smartphone étaient considérés comme des gadgets sans grand intérêt, à leur invention. Rares étaient ceux qui leur voyaient un avenir. Et pourtant, ces objets sont devenus d'encombrants *lock-in* sociotechniques qui imposent leurs nécessités. Une trajectoire est le fait de forces contradictoires, portées par des acteurs distincts. En matière de développement soutenable, trois scénarios reviennent souvent : la « dématérialisation », qui entend résoudre le problème écologique de la même manière que par le passé, comme une question de domination de la nature par les progrès de la technologie ; « l'autre développement » qui adresse trois catégories de critiques au premier scénario et propose une trajectoire plus organisationnelle que purement technologique ; et enfin les scénarios de décroissance ou d'effondrement qui rompent encore plus nettement avec le récit dominant. Trois concepts clés reviennent fréquemment dans la discussion : le possible, le compossible et l'imaginable.

Le chapitre 8 revient sur la question des controverses. Entre les faiseurs de promesses (qui n'engagent que ceux qui y croient, suivant la formule consacrée) et l'appétence des médias pour la polémique, peut-on encore espérer distinguer les signaux faibles des *fake news* ? Les premiers désignent des informations importantes mais peu relayées, tandis que les seconds sont tout simplement des mensonges. Oui, mais pour cela, nous devons disposer d'une idée un peu moins fautive de deux activités d'importance : la recherche scientifique et l'expertise. Si l'expert est toujours lié à des engagements, à un mandant, à un client, la procédure confronte entre eux ces partis pris, qui se neutralisent ainsi mutuellement. Les critères d'une bonne expertise sont donc au nombre de trois : pluralisme (des intérêts),

pertinence (des expertises) et transparence (du processus). La méthode est utilisable à toutes les échelles.

Le chapitre 9 illustre l'ensemble de l'ouvrage par le cas de la France. Il tente, dans un volume très restreint, de relier le local français au local planétaire, le court terme et le long terme, sur les trois « piliers » que sont le social, l'économique et l'écologique, qui auront alors été mieux compris. Les trois principaux récits de l'avenir qui sont à la lutte dans notre pays sont esquissés en conclusion.

Le dernier chapitre revient sur la question pédagogique. Il relève quelques difficultés classiques : l'interdisciplinarité ; la nécessité de se former aux enjeux, quelle que soit son origine disciplinaire ; le fait que la problématique aborde des enjeux pressants sur lesquels chacun veut avoir un avis, à juste titre. Il identifie 9 compétences à travailler, tirées de plus de deux décennies d'enseignement du sujet. Il indique d'autres référentiels possibles, qui peuvent inspirer. Il souligne que le sujet se prête assez peu au cours magistral du fait de son caractère controversé. L'envie que les apprenants ont de vouloir le discuter doit être canalisée dans une exigence de décentrement et de documentation, afin que les enseignements ne tournent pas au simple débat d'opinion.

Une planète aux prises avec le développement durable

Qu'est-ce que le « développement durable ? Une manière rapide et concrète de saisir la thématique est de consulter les rapports nationaux de suivi (*Voluntary National Reviews* ou VNR) que les pays ont remis à ce titre à l'Organisation des Nations unies (ONU), ces dernières années¹. Examinons quelques cas volontairement contrastés : Monaco, les Maldives, l'Arabie saoudite, l'Indonésie, le Bhoutan, la Chine, la Tanzanie, le Costa Rica et les États-Unis. Les rapports sont à prendre avec prudence, car ce sont aussi des exercices de communication pour les États. Afin de les rendre plus représentatifs, nous les complétons de quelques données tirées des chiffres de la Banque Mondiale, de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE) ou encore de l'évaluation proposée par l'équipe de Jeffrey Sachs, consultant auprès d'Antonio Guterres, le secrétaire général de l'ONU². Ils donnent plusieurs signaux clairs.

Monaco (VNR 2017) fait 2 km² et compte 38 000 habitants, pour une population active de 52 000 personnes, du fait des travailleurs étrangers. L'industrie est quasiment inexistante. L'activité est tournée vers le tourisme et les services financiers, favorisés par un statut fiscal très avantageux, hérité d'un droit ancien, initialement liés à un casino. Le PIB par habitant est le 3^e le plus élevé au monde : 115 000 euros. L'immobilier est le plus cher de la planète : jusqu'à 70 000 euros le m². Le taux de chômage est de 2 % et l'État n'a pas de déficit. La pauvreté a été quasiment entièrement éradiquée, chaque Monégasque étant doté d'un minimum de 15 euros par jour et par personne – soit 450 euros/mois. Une partie des services de santé sont gratuits ou peu onéreux. Les étudiants voulant suivre des études à l'étranger sont aidés. Le rapport de Monaco met en avant les

1 <https://sustainabledevelopment.un.org/memberstates>

2 <https://dashboards.sdgindex.org>

projets de solidarité internationale qui sont soutenus : Madagascar et Maroc notamment. La principauté cherche à augmenter sa part d'alimentation biologique. Elle dispose de ses services de bus, vélo et voiture en partage. Elle réduit ses émissions de GES par les panneaux solaires et l'importation d'énergie décarbonée. Les emballages plastiques sont sévèrement limités. Monaco accueille deux aires marines protégées, et estime avoir atteint 4 des 17 ODD. Mais la principauté oublie de dire qu'elle fait régulièrement la cible d'enquêtes pour son implication dans des opérations de blanchiment d'argent.

Les Maldives (VNR 2017) sont tournées vers l'océan. Historiquement, l'archipel a tiré ses richesses d'un coquillage qui a longtemps servi de monnaie le long des côtes africaines ou asiatiques. La population s'élève aujourd'hui à 350 000 habitants, avec officiellement une seule religion : l'islam sunnite. Le PIB est de 7 400 euros par habitant. 10 % de la population vit avec moins de 2 dollars par jour, seuil de pauvreté absolue. Les 1 199 îles couvrent un peu moins de 300 km². L'État admet le pluralisme des partis depuis 2009. La peine de mort est en vigueur, y compris pour les enfants. Les migrants bangladais se voient retirer leur passeport à leur arrivée. Le département d'État des États-Unis a placé le pays sur la liste de ceux qui pratiquent la traite humaine. Moins de la moitié de la population a accès à des services d'assainissement de l'eau. Faute de place sur l'île principale, l'État a créé une île artificielle, surélevée de 2 mètres pour anticiper la montée des eaux. La pêche nourrit la population mais c'est le tourisme qui fait rentrer les devises. La beauté des eaux attire un million de visiteurs par an, principalement des Européens. 87 îles sont gérées de manière exclusive par un hôtel de luxe. L'archipel a un gros problème de gestion des déchets, notamment ceux qui sont générés par le tourisme. Ils sont entassés sur une île décharge, Tilafushi, où travaillent des Bangladais. Tous les nationaux vont à l'école jusqu'à 14 ans. Les femmes sont assez largement exclues de la vie économique et politique. Depuis 2008, l'électricité est disponible en continu. Elle est assurée par l'importation d'énergies fossiles. Le réchauffement climatique blanchit les coraux.

L'Arabie saoudite (VNR 2018) défend sa Vision 2030. Son PIB est de plus de 20 000 dollars par habitant, et le pays compte 36 millions d'habitants. C'est une monarchie absolue, pourvue d'une assemblée consultative. Une seule religion existe et les positions contraires sont passibles de peine de mort, tout comme le viol, la sodomie ou l'homosexualité. Le fait

de demander des réformes est passible de prison. L'esclavage existe sous de multiples formes, au moyen d'une immigration indienne ou asiatique (Philippines) représentant 21 % de la population. À part quelques exceptions rendues très visibles dans la communication de l'État, les femmes ne peuvent ni sortir, ni aller chez le médecin sans la conduite d'un homme. La part des femmes dans la population active est l'une des plus faibles au monde (17 %). L'État a les dépenses militaires les plus élevées au monde, autour de 10 % de son budget. Le prince Mohammed ben Salmane entend sortir en partie du pétrole en développant le nucléaire, les énergies renouvelables et construire dans le désert des villes high-tech exemplaires au point de vue écologique, dont Neom, qui fait écho à Masdar, ville expérimentale construite par Abou Dabi, sans carbone ni déchets, mais aussi sans beaucoup d'habitants à ce jour. L'Arabie saoudite veut développer le tourisme, le sport (Mondial de football, développement de clubs avec des stars achetées au prix fort), la recherche scientifique ou encore le divertissement. 75 % de la population a moins de 30 ans. 36 % du budget de l'État est consacré aux services sociaux ou à l'éducation. D'après l'OMS, le système de santé, réservé aux nationaux, est de niveau comparable à celui du Canada. L'éducation est tournée vers les valeurs du Royaume. La liberté de la presse est inexistante. En manque d'eau, puisant dans des nappes souterraines fossiles et dépendant déjà à plus de 60 % d'une eau désalinisée tirée de la mer, le Royaume prévoit l'installation de milliers de barrages et d'installations de désalinisation supplémentaires.

L'Indonésie (VNR 2021) compte 270 millions d'habitants, 1 100 groupes ethniques et 700 langues. Le taux de fécondité est de 2,1 et 25 % de la population a moins de 15 ans. C'est la 16^e économie mondiale, avec un PIB par habitant de 15 000 dollars. Les principales activités sont agricole (épices, caoutchouc, huile de palme, etc.), minière, pétrolière, textile ou dans les services (commerce). Le pays naît dans son combat contre les Néerlandais, qui s'installent au XVII^e siècle (Compagnie néerlandaise des Indes Orientales) et fondent des colonies, dont Batavia, actuelle Jakarta. De vastes zones sont encore sauvages ou peuplées d'ethnies vivant dans la forêt. La pauvreté absolue a reculé pour se situer à moins de 5 % de la population, tandis que la pauvreté relative se situe à 10 % (plus bas que la France, 14 %). L'espérance de vie a nettement augmenté, atteignant 68 ans pour les hommes et 72 ans pour les femmes. La part des déchets traités a atteint près de 70 %, tandis que leur quantité totale a diminué de 15 %. Avec

le réchauffement climatique et la montée des eaux, environ 42 millions de maisons et 2 000 îles seront probablement submergées d'ici 2050, aussi le pays déménage-t-il sa capitale de Java à Bornéo, en pleine forêt tropicale. Nusantara remplacera Jakarta. La très grande biodiversité du pays se réduit sous l'effet de la population humaine et de ses activités. Un tiers de la forêt a disparu depuis l'an 2000. Depuis 2022, les relations sexuelles hors mariage sont interdites, tout comme le mariage entre personnes de même sexe, ce qui criminalise de fait l'homosexualité. Le mariage des enfants concerne 11 % de la population, généralement pour des raisons économiques (pauvreté). Le pays estime avoir atteint 52 % des ODD. 60 % des hommes de plus de 80 ans travaillent, la pension ne représentant que 10 % de leurs revenus. Les plus de 65 ans ne sont que 8 % de la population.

Le Bouthan, petit royaume himalayen de 800 000 habitants, a quant à lui mis en place un indicateur de « bonheur national brut » (BNB). Depuis 2008, la monarchie est devenue parlementaire. Son PIB est de 3 500 euros par habitant, avec une espérance de vie est de 73 ans. L'éducation n'est pas très développée. Le taux de fécondité est de moins de 2 enfants par femme. Le tourisme représente 20 % des devises mais il est volontairement limité à 7 000 touristes par an, qui paient chacun 250 euros par jour pour un service tout compris (hôtel, repas, etc.), ce qui exclut le tourisme de masse. L'activité économique est agricole et forestière, ainsi que minière et hydroélectrique. Les forêts occupent 70 % des 38 400 km². Le pays est négatif en carbone, c'est-à-dire qu'il en absorbe plus qu'il n'en émet. Le système de santé est gratuit et réparti sur tout le territoire. Il n'y a pas de réseau ferré et les routes sont souvent des chemins. Cela n'empêche pas le royaume de travailler sur l'électrification des transports, et améliorer les réseaux de circulation. Le bouddhisme représente 84 % de la population et les autres religions sont entravées. Les monastères sont aussi des forteresses et des centres administratifs. La télévision est arrivée à partir de 1999. Le pays est vulnérable au réchauffement climatique, car dépendant des glaciers, pour son eau et pour la solidité des montagnes, qui s'effondrent avec le dégel. Les femmes ne représentent que 10 % des députés, mais elles sont assez présentes dans la structure de l'emploi. Le Royaume a un programme ambitieux de développement d'énergie solaire et renouvelable.

La Chine (2021) couvre une surface de 9 600 000 km², soit 253 fois le Bouthan. C'est le pays le plus peuplé au monde avec l'Inde : autour de 1,4 milliard d'habitants. Elle compte 55 ethnies, dont 92 % de Hans, qui sont toutefois

assez divers entre eux. L'environnement est soumis à rude épreuve, entre les émissions industrielles, l'urbanisation et l'exploitation pour les matières premières. Le gouvernement a mis de nombreuses mesures en place, de longue date, notamment de reforestation (le couvert forestier a progressé depuis 10 ans), de réduction de la pollution de l'air et des émissions de CO₂. 700 millions de personnes sont sorties de la pauvreté en quatre décennies. L'énorme migration des campagnes vers les villes a touché des centaines de millions de citoyens. La mortalité infantile est tombée aux niveaux de celui des pays développés. L'économie se tertiarise, les industries délocalisent partiellement au Vietnam ou dans l'Asie du Sud-Est. La Chine a mené une géopolitique offensive, notamment en Afrique, construisant ports et routes, et défendant une « écocivilisation » chinoise, qui est aussi promue sur son territoire. Le système éducatif est très développé, ainsi que la production scientifique ou la recherche technologique. La quasi-totalité du territoire est couverte par des dispositifs de collecte et de traitement des ordures. Le microcrédit a permis l'émergence de dizaines de millions de petites activités, sur plusieurs décennies. Le numérique est très utilisé, jusque dans les zones rurales. La Chine investit massivement dans les énergies renouvelables, et vise la neutralité carbone pour 2060.

La Tanzanie (2019) est un grand pays (945 000 km²) faiblement peuplé (55 millions d'habitants). Ses habitants sont principalement Bantous. Elle naît de la fusion du Zanzibar et du Tanganyika, deux colonies anglaises. Le premier dirigeant du pays, Julius Nyerere, mène une politique d'inspiration socialiste et autochtone, proche de Gandhi en Inde. La Tanzanie est actuellement dirigée par une femme. Un système de réservation des places au parlement permet à ce dernier d'être composé à près de 40 % de femmes, en dépit de coutumes favorables aux hommes, en matière économique et politique. Son économie est principalement agricole et minière (pétrole), dénuée de base industrielle. Le tourisme joue un rôle croissant, en particulier en raison de la faune et de la flore, le pays ayant de nombreux parcs réputés, et les forêts couvrant 55 % de son territoire. Son objectif est de s'industrialiser, et de sortir de la pauvreté 2 millions de personnes au moyen de l'agriculture, en ciblant plusieurs cultures stratégiques. Pour lutter contre les violences faites aux femmes, des dispositions particulières sont prises dans les commissariats. L'espérance de vie est de 63 ans pour les hommes et 67 ans pour les femmes. La pêche est strictement encadrée pour éviter l'épuisement des stocks. 95 % des enfants vont en primaire, avec

un enseignant pour 52 élèves en moyenne. La fécondité est de 5 enfants par femme en moyenne. La proportion d'étudiants est de 0,3 % de la population, contre 3 % en France.

Le Costa Rica a pour objectif de créer une croissance durable, équitable, respectueuse de l'environnement et pourvoyeuse d'emplois de qualité. L'actuel territoire était habité par sept sociétés amérindiennes peu urbanisées, conquises par les Espagnols au XVI^e siècle, du fait notamment de ses gisements aurifères. Le métal était utilisé localement comme ornement. Le pays prend son indépendance en 1821. Il compte aujourd'hui 5 millions d'habitants, pour 51 100 km², soit une densité un peu plus faible que celle de la France. 82 % de la population est urbaine. Plus de 25 % de son territoire est constitué de parcs nationaux, qui protègent une forêt tropicale humide à la biodiversité exceptionnelle. Le PIB est de 15 000 dollars par habitant, et l'espérance de vie est de 77 ans. Le tourisme est la principale source de revenus, devant une agriculture très intensive et utilisant une grande quantité de produits chimiques. L'industrie prend la forme de multinationales étrangères. 10 % de la population vit dans la pauvreté, un taux qui a fortement baissé avant de se stabiliser. Le système de protection sociale est parmi les plus efficaces des pays en développement. Les femmes ne représentent que 40 % de la population active, et sont plutôt dans les activités à temps partiel. Des investissements importants ont été consentis pour décarboner l'énergie.

Terminons par les États-Unis, l'un des pays les plus développés au monde. Il n'a pas rendu de rapport à l'ONU. Une lettre du département d'État ne fait état que des moyens déployés, pas de leur efficacité, ni de leurs résultats³. Son profil est cependant instructif⁴. Sous l'angle des ODD, le pays n'arrive que 46^e sur 167, derrière l'Ukraine ou la Bulgarie ; la France arrivant 5^e, ce qui peut aussi se discuter. Aucun des 17 ODD n'est considéré comme atteint. Les points jugés les plus inquiétants sont la faim, qui s'accroît, les modes de production et de consommation durable, les émissions de gaz à effet de serre, la biodiversité, les institutions justes et efficaces, et les partenariats pour les ODD. Les deux ODD les mieux couverts sont la qualité de l'eau, l'industrie et les infrastructures. Les États-Unis sont nettement sous

3 <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2022/11/US-Contributions-to-17-Sustainable-Development-Goals-by-2030-2022-Report.pdf>

4 <https://dashboards.sdgindex.org/rankings>

la moyenne de l'OCDE. Le taux de pauvreté (relative) est de 18 %. L'obésité touche 42 % de la population adulte. La mortalité infantile est faible et l'espérance de vie est de 77 ans mais avec de fortes inégalités. Le niveau scolaire est globalement faible, pour un pays aussi riche. 70 % des députés sont des hommes. La part des énergies renouvelables est faible (11 %), bien que le pays soit aussi le second plus gros investisseur mondial, derrière la Chine. Les droits du travail sont peu respectés. 23 % des retraités sont pauvres, et les inégalités sont particulièrement élevées. Le coefficient de Gini, qui mesure les inégalités, est de 40, aux États-Unis, autant que le Pérou ou la Gambie, derrière la Russie ou le Mali, alors que la Norvège est à 23 et la Finlande à 27. Les loyers sont jugés très élevés, représentant un fardeau très important pour la population. Le pays est peu actif dans la protection des zones marines sensibles, pas plus qu'en matière de diversité terrestre. Le nombre d'homicides est très élevé (6,4/1 000, 140^e pays sur 200), ainsi que le taux de prisonniers (524 / 100 000, le 5^e le plus élevé au monde, précédé de peu par le Turkménistan).

Qu'est-ce que ce petit tour du monde nous indique, à propos du développement durable ? Tout d'abord, que la question est mondiale, planétaire. La question concerne tous les pays, et pas seulement la France. Ceci, non seulement parce que les pays ont des aspirations en partie similaires, mais aussi parce qu'ils sont liés entre eux, sur une planète qui est unique, ensuite ; qu'il s'agisse du climat ou de l'économie, ou de la géopolitique. Enfin, que l'enjeu est multidimensionnel. Il ne s'agit pas seulement de « l'environnement », comme on peut l'entendre avec les concepts de « croissance verte » ou de « transition écologique », parfois utilisés en France comme des synonymes du développement durable. De là, cette représentation en 17 « objectifs de développement durable ». « Le social » et « l'économie » sont des questions partout présentes.

Que la source des ODD soit l'ONU indique également le statut du concept : c'est un compromis diplomatique, qui a ses forces et ses faiblesses. Avoir réussi à mettre d'accord les 200 États de la planète est peut-être l'une de ses réussites. Mais comment ne pas aussi souligner ses limites ? Le développement est-il universel ? Est-il « durable » ? À s'en tenir aux ODD, n'est-il pas facile d'ignorer les implications aux frontières, à l'instar de l'activité financière de Monaco. Des objectifs qui ne sont que relatifs ne disent rien non plus du résultat global. Ne mettre en avant que les moyens déployés ne garantit pas non plus que les résultats annoncés seront atteints. Et si certains rapports